

Raul Zibechi

Rédacteur en chef de la revue *Brecha* (Uruguay).

Résistances populaires aux privatisations

La privatisation des entreprises publiques a constitué au cours des années 1990 l'un des axes privilégiés des politiques néolibérales. Dans certains cas, les secteurs populaires ont été en mesure de freiner ou de mettre en échec cette expropriation des richesses nationales par le biais de mobilisations qui sont allées, dans des situations limites, jusqu'à des formes insurrectionnelles. Les nouvelles formes de lutte soulignées par Raul Zibechi à partir de cas moins connus contribuent à éclairer les nouveaux mouvements sociaux en Argentine ou les enjeux de la lutte pour le pétrole au Venezuela.

Dans la conscience populaire, les entreprises publiques créées dans la période de substitution des importations – version latino-américaine allégée de l'État-Providence – étaient perçues comme des entreprises au service, au moins partiel, des intérêts nationaux et populaires. Une part significative d'entre elles sont apparues après la crise de 1929, et surtout pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Dans cette période, le déclin de la Grande-Bretagne en tant que puissance impériale en Amérique latine, et son remplacement par les États-Unis, ont ouvert des brèches propices à une industrialisation timide et à une intervention plus active des États nationaux dans les questions économiques.

En tout cas, s'est enraciné le sentiment que les entreprises publiques de services, de transports et de certaines branches de production, faisaient partie du « patrimoine national », même si l'on a toujours su qu'elles étaient mal gérées et profitaient surtout à l'élite politique. Pour conforter ce sentiment, les politiques de « fonds nationaux » mises en œuvre par les Partis communistes et socialistes du continent après la dissolution de la III^e Internationale, ont joué un rôle important, apportant une caution de gauche à des politiques conduites la plupart du temps par des gouvernements sous influence militaire.

Ainsi les politiques néolibérales des années 1990 ont dû affronter la confiance du peuple dans « ses » entreprises. Pourtant, la détérioration des services publics au cours des trente dernières années, a conduit à une crise de nombre

de ces entreprises. Les tenants de la privatisation ont pu en profiter pour promouvoir une nouvelle efficacité à une population lassée de services de mauvaise qualité. La vague de privatisations a donc rencontré peu de résistances en dépit de quelques succès, dont la loi de privatisation de décembre 1992 en Uruguay qui donna un coup de frein brutal aux projets du président en exercice Lacalle. Dans la plupart des pays, il ne fut cependant pas possible de soumettre à référendum des décisions gouvernementales et les politiques de privatisation n'ont pas rencontré d'obstacle majeur.

Jusqu'au début de ce nouveau siècle, les grandes mobilisations populaires ont donc eu lieu contre les politiques de réforme fiscale (Caracas en 1989), contre la corruption des gouvernements néolibéraux (« impeachment » de Collor de Mello au Brésil en 1992), ou simplement contre les politiques libérales en général. Cette situation a connu un changement significatif autour de 2000. Se sont alors succédées différentes luttes contre les privatisations. La rue a réussi à imposer une modification des politiques envers les entreprises d'État. C'est le cas de la rébellion de Cochabamba (Bolivie) pour le contrôle des ressources hydrauliques au début 2002, des grandes luttes au Pérou et au Paraguay en 2002 et du référendum en Uruguay contre la privatisation de l'entreprise pétrolière publique en 2003.

La guerre de l'eau à Cochabamba

La guerre de l'eau à Cochabamba est la première grande bataille de rue victorieuse sur des objectifs précis. Elle fut capable de rassembler les acteurs sociaux les plus divers : ouvriers, paysans, ménagères, employés, jeunes. L'adoption, le 20 octobre 1999, de la Loi 2029, était passée sans le moindre débat. Le gouvernement parvint pour cela à nouer une alliance de circonstance avec le principal parti d'opposition (le MNR), parti du président récemment renversé Sanchez de Lozada, sous la présidence duquel la loi est entrée en application. Il était évident que cette loi allait provoquer un grand conflit social. Elle accordait un monopole aux concessionnaires privés sur l'accès et la distribution de l'eau potable, au mépris des us et coutumes des communautés et des organisations sociales, condamnées au rôle de simples clients des concessionnaires. De plus, le prix de l'eau fut indexé sur l'indice des prix à la consommation des États-Unis. La loi enfin avalisait des contrats comme celui de l'entreprise Aguas de Tunari, filiale d'International Water Limited de Londres, possession de Bechtel Enterprises de San Francisco et d'Edison d'Italie.

Les manifestations ont commencé peu après, dès janvier et février 2000. Malgré une répression impitoyable, le mouvement n'a cessé de se développer, exigeant l'annulation du contrat et la modification de la loi 2029. Fut ainsi créée la Coordination pour l'eau et pour la vie, regroupant le Comité de défense de

l'eau, les syndicats ouvriers et enseignants, les commerçants, les collèges professionnels, les ingénieurs, les avocats, les économistes. La Coordination a convoqué le 26 mars une consultation populaire appuyée par de multiples manifestations durement réprimées, jusqu'à la militarisation de la ville. La consultation a recueilli l'opinion de 50 000 personnes qui ont voté dans plus de 140 bureaux de vote installés dans tous les quartiers. Sur la base de ce résultat, fut lancé l'appel à une paralysie totale de la ville le 4 avril pour exiger du gouvernement une solution définitive à la question de l'eau. Cette initiative fut présentée comme la « lutte finale » pour que la compagnie Aguas de Tunari quitte la région, que les prix de l'eau soient bloqués, et que la loi soit abrogée. À partir du 4 avril, la Coordination a entrepris une grève avec barrages routiers, à laquelle s'est jointe la Confédération paysanne, pour participer au blocage des routes dans le pays tout entier, ainsi que le personnel de la compagnie de transport aérien qui suspendit ses vols en solidarité avec Cochabamba. Le lendemain, des milliers de personnes occupaient la ville et les affrontements entre paysans et soldats se multiplièrent sur les barrages routiers. À La Paz débuta une grève de la faim des épouses de policiers pour réclamer une augmentation de salaires. Après quatre jours de grève générale, militaires et policiers investirent la grand-place Cochabamba occupée par les manifestants. Ils arrêtèrent les dirigeants de la Coordination et décrétèrent l'état de siège. Dans les zones rurales du département de La Paz se sont tenues trois réunions, dont la principale près du lac Titicaca, avec la participation de 15 000 Indiens. Il fut décidé de poursuivre les barrages routiers. Le 7 avril, Cochabamba fut à nouveau occupée par des milliers de personnes qui reprirent la place de la ville. Le maire annonça que la compagnie Aguas de Tunari jetait l'éponge. Une fête populaire fut alors improvisée. Les barrages ont cependant continué jusqu'à ce que la décision soit dûment signée. Bien que le gouvernement ait décrété l'état de siège, les militaires et la police furent obligés par la mobilisation de retourner à leurs casernes. Dans ce climat, le 10 avril, le gouvernement dut céder sur toute la ligne. Il accorda les augmentations de salaires aux policiers et signa un accord avec les paysans confirmant le retrait d'Aguas de Tunari.

La victoire de Cochabamba parvint à mettre en échec la politique de privatisation du gouvernement Banzer. Elle a révélé de nouveaux acteurs sociaux apparus, dans la période d'hégémonie néolibérale, en dehors des structures syndicales traditionnelles, même si les travailleurs d'entreprises ont joué un rôle très actif. Quels sont ces nouveaux acteurs? Sur les barrages, on vit peu de présence organisée des syndicats, en revanche des habitants, des travailleurs inorganisés, des gens paupérisés qui survivent grâce à leur énergie et leur ingéniosité. Cette multitude a participé à la lutte à la façon dont elle vit et travaille. Pour l'analyste bolivien García Linera, lors de l'insurrection de Cochabamba

ont émergé « des formes d'organisation inédites, capables d'exprimer la prolétarisation hybride contemporaine de la population urbaine et de porter des constructions discursives ancrées dans l'expérience collective du manque, de la souffrance, et du labeur. Le défilé et la grève sont écartés comme formes de lutte, parce qu'elles sont considérées comme caractéristiques de phases défensives. On préfère l'occupation de l'espace. La forme de consultation à la base est l'assemblée. La représentation traditionnelle s'efface alors devant l'auto-représentation de la multitude mobilisée, qui "constitue un tissu serré d'auto-organisation locale", un puissant réseau de mobilisation et de contrôle territorial.

Le passage de cette multitude d'un état d'atomisation à la lutte quasi militaire montre la profondeur de la mobilisation et des changements intervenus dans le rapport à la centralité de la composante ouvrière dans les phases antérieures : chaque quartier, chaque comité pour l'eau est arrivé sur la place avec ses autorités et ses bannières à la tête de cortèges compacts de jeunes, d'hommes, de femmes, brandissant des bâtons, des bouteilles, des cocktails molotov, des pierres, des couteaux. Chaque quartier, chaque syndicat agraire ou comité de lutte pour l'eau, avait décidé de se rendre sur la place, prêt à faire la guerre. Sur cette base de militarisation, des structures de mobilisation locales sont apparues ensuite ces "guerriers de l'eau" qui se sont retranchés sur la place du 14 septembre pendant les trois jours suivants » (García Linera).

L'unification pratique et délibérative d'une multiplicité d'organisations difficiles à unir organiquement est parvenue à vaincre l'appareil militaire d'État et à établir dans les faits la souveraineté territoriale populaire.

Les luttes d'Arequipa et du Paraguay

La révolte violente d'Arequipa, deuxième ville du Pérou, fut totalement inattendue. Le président Alejandro Toledo est entré en fonction le 28 juillet 2001, après être parvenu à rassembler les forces d'opposition à l'ancien président Fujimori. Au cours de sa campagne, centrée sur les questions de la pauvreté et du chômage, il s'était engagé à ne pas privatiser les entreprises publiques.

Le régime de Fujimori avait en effet appliqué brutalement et intégralement le programme néolibéral : éliminer tout contrôle sur le capital financier, réduire les systèmes de protection, éradiquer tout droit du travail salarié contraignant pour le patronat, démanteler les entreprises publiques productives ou de service. La structure productive du pays fut « reprimarisée » (elle est retombée dans un rôle de simple fournisseur de matières premières). Le pays s'est appauvri, la population pauvre passant de 7 à 12 millions pour un pays de 22 millions d'habitants. À peine eut-il assumé son mandat, le gouvernement Toledo a connu une détérioration spectaculaire. De multiples mobilisations des secteurs sociaux les

plus divers (avec les syndicats à leur tête) prirent la rue. Surgirent ainsi les revendications refoulées et réprimées pendant la décennie fujimoriste. Les choses se sont encore aggravées quand Toledo décida de s'aligner sur la haute finance et de poursuivre la politique de privatisation antérieure pour s'assurer de leur confiance et pour combler le déficit budgétaire. Dans son projet de privatisation, figuraient deux entreprises publiques d'électricité qui alimentent les départements d'Arequipa, Moquegua et Tacna. Ces entreprises n'étaient pas déficitaires et Toledo s'était engagé dans un meeting de campagne à ne pas y toucher. Le 14 juin 2002, l'entreprise publique fut donnée en adjudication à une firme belge accusée d'avoir versé des pots-de-vin, violant ainsi une décision de justice sur le blocage du processus de privatisation. Le jour même, le peuple d'Arequipa descendit dans la rue, dressa des barricades, et affronta la police. On entendit résonner à nouveau le cri mythique d'« *Arequipa, revolución!* », qui, quelques décennies avant, avait fait la célébrité de la ville. Des centaines de manifestants occupèrent l'aéroport et les vols durent être suspendus.

Malgré l'envoi par le gouvernement de renforts policiers et militaires, la population a continué le combat et la protestation. Ni la déclaration d'état de siège, ni l'instauration du couvre-feu ne parvinrent à lui faire quitter la rue. Les deux jours suivants, la protestation grossit et s'étendit à tout le pays, jusqu'à revêtir des formes insurrectionnelles. Cuzco, Tacna, Moquegua, Puno, furent le théâtre de mobilisations de solidarité avec Arequipa. Dans cette mobilisation, les mairies du district et le Front civique large d'Arequipa (FACA – constitué début 2002 par des syndicats, associations de droits de l'homme et organisations sociales pour ouvrir le dialogue sur la politique économique) ont joué un rôle important. Début juin, des militants du FACA se mirent en grève de la faim contre les privatisations à laquelle se joignirent, quelques jours avant l'explosion du 14 juin, plusieurs maires. Le mouvement n'eut cependant pas de direction politique reconnue.

Le 18 juin, le soulèvement avait fait un mort, une centaine de blessés, et quantité de dégâts. Toledo dut demander pardon au peuple d'Arequipa et commencer à négocier avec les élus et le FACA. Cela aboutit à la signature de la Déclaration d'Arequipa, par laquelle il s'engageait à renoncer aux privatisations et à s'en remettre au pouvoir judiciaire.

Au Paraguay, les principaux protagonistes de la lutte contre les privatisations furent les paysans. En moins de quatre ans, ils sont parvenus à unifier l'ensemble des mouvements populaires dans un Congrès démocratique du peuple. Ce Congrès rassemble plus de soixante organisations paysannes, syndicales, populaires et politiques. Il s'est construit de bas en haut après la rupture en 1998 de l'unité paysanne. La paysannerie paraguayenne est organisée en deux grands mouvements : la MCNOC (Mesa Coordinadora Nacional de Organizaciones

Campesinas) et la FNC (Federacion Nacional Campesina). Chacune d'elle, implantée à l'échelle du pays, organise depuis 1994 une marche annuelle sur Asuncion. C'est la principale mobilisation sociale nationale. La Mesa (MCNOC) a une structure productive souple et s'efforce de développer des projets en matière d'éducation, de santé, toute en mobilisation pour la terre et la réforme agraire. La FNC, présente dans tout le pays, est plus rigide. Outre la réforme agraire, ses revendications concernent prioritairement la question de la culture et de l'industrialisation du coton. Malgré leurs divergences, toutes deux impulsent des formes de lutte similaires : occupations de terre, et surtout barrages de routes qui se sont révélés une des formes les plus efficaces.

Elles ont aussi tissé des réseaux d'alliances, plus politiques dans le cas de la FNC, plus « basistes » pour la Mesa, qui ont abouti à la formation du Front de défense du bien public et du patrimoine national et de l'Assemblée populaire contre le terrorisme d'État, lancée par la Mesa en réponse aux enlèvements et tortures de militants de gauche.

Face à la privatisation imminente des entreprises publiques et à l'escalade de la répression (présentation au Parlement d'une loi antiterroriste ouvertement appuyée par l'ambassade américaine), s'est constitué, le 15 mai 2002, le Congrès démocratique du peuple. Lors de sa première session, plus de mille délégués ont décidé d'organiser une mobilisation d'ampleur nationale pour l'abrogation de la loi de privatisation, contre la réforme de la banque publique, contre la loi antiterroriste, contre la privatisation des routes nationales, contre la loi de l'impôt agraire et contre la corruption. Ce processus unitaire historique ne réunissait pas seulement les deux principaux courants du camp populaire ; il concrétisait l'unité entre organisations sociales et partis politiques. Le 21 mai, la mobilisation a commencé, avec 18 barrages intermittents sur les routes de douze départements. Dans un climat de forte tension, des affrontements éclatèrent entre paysans et forces répressives. Plus d'une centaine de manifestants et de dirigeants sociaux furent arrêtés. À 130 kilomètres d'Asuncion, dans la ville de Coronel Oviedo sur la route principale du pays, les forces policières et militaires ont arrêté la marche de 5 000 paysans qui se dirigeaient vers la capitale. Un paysan fut tué. Mais les jours suivants, les paysans parvinrent à rompre le barrage et à s'approcher de la capitale, pendant que la mobilisation s'étendait à tout le pays.

Le 3 juin, les paysans commencent à arriver à Asuncion et à camper sur les places devant le Parlement. Le jour suivant, des milliers de paysans de la région Nord bousculent les cordons de police pour converger vers la capitale avec des colonnes venues de l'Est et du Sud. 1 500 personnes occupent le commissariat de la ville de San Estanislao. Les étudiants se joignent aux barrages routiers et les cours sont suspendus. Le Sénat suspend *sine die* la loi de privatisation.

Le cas uruguayen

L'explosion de la crise financière de l'hiver 2002 eut en Uruguay un effet paradoxal. Au lieu de stimuler la mobilisation sociale, elle l'a freinée. Le gouvernement fut capable de trouver une marge de manœuvre suffisante pour isoler les secteurs sociaux les plus combatifs. Il a pu compter sur l'appui explicite de la gauche et implicite du mouvement syndical, lesquels renoncèrent à renverser un gouvernement faible pour chercher une issue institutionnelle négociée à la crise. Le spectre que prétendaient conjurer ainsi le gouvernement et l'opposition était la répétition possible d'un scénario semblable à la crise argentine de décembre 2001.

Il existe en Uruguay des mécanismes légaux pour abroger les lois par la présentation de pétitions (recueillant 25 % du corps électoral) qui obligent l'exécutif à organiser un référendum. En 1989, fut ainsi soumise à référendum la loi d'impunité pour les militaires coupables d'avoir violé les droits de l'homme sous la dictature. La loi fut maintenue par 57 %, mais la campagne de collecte de signatures mobilisa des dizaines de milliers de militants dans tout le pays, traçant une ligne de partage des eaux dans l'histoire politique du pays. La mobilisation pour recueillir une telle quantité de signatures suppose l'engagement de toutes les organisations populaires et de la gauche politique, par un porte-à-porte systématique. Cela permet un ample processus de dialogue des militants avec le voisinage. Leurs rapports en sortent modifiés. Suivie d'une année de mobilisation permanente, basée sur 350 commissions de quartiers, cette forme d'action a modifié la culture politique, traditionnellement centrée sur les partis et sur l'échéance électorale.

Malgré l'échec, le référendum s'est imposé sur la scène politique parmi les formes efficaces du mouvement social. En 1992, sous le gouvernement Lacalle, un ample mouvement social et politique était parvenu à bloquer la loi sur les entreprises publiques, obtenant au référendum 72 % contre les privatisations. Cette année-là fut scellé le sort du projet de privatisation en Uruguay, de sorte que par la suite, les privatisations ont dû emprunter des voies indirectes, comme dans le cas de la « loi ANCAP » (entreprise pétrolière publique) qui se « contentait » de promouvoir le partenariat entre l'entreprise publique et le capital privé. En mars 2002, le syndicat ANCAP, le mouvement syndical et la gauche ont commencé à collecter les signatures (environ 600 000) à présenter avant la promulgation définitive de la loi par le Parlement. Les expériences antérieures et l'opposition d'une majorité de la population au gouvernement et à la politique néolibérale ont permis d'atteindre l'objectif. Après dix mois de campagne, la Commission de défense d'ANCAP remit le 3 janvier 2002 environ 650 000 signatures au tribunal électoral. La moitié de ces signatures ont été recueillies par le mouvement social (avec sa tête le syndicat d'ANCAP), et l'autre moitié par les

comités de base du Frente Amplio qui ont installé des centaines de tables dans tout le pays. Diverses mobilisations ont appuyé la campagne de signatures. Vers la fin octobre, les travailleurs occupèrent l'entreprise en riposte à la privatisation du secteur Alcool de ANCAP. Au bout de dix jours, l'occupation fut levée sur la base de l'engagement de la direction à retarder la décision jusqu'aux prochaines élections nationales.

Après le dépôt des signatures, a commencé une nouvelle étape de mobilisation pour faire pression sur le tribunal électoral, qui, comme il l'avait déjà fait par le passé, commençait à annuler des signatures pour vice de forme. Finalement, le tribunal dut se résigner à soumettre à référendum l'abrogation de la loi ANCAP, et la campagne populaire pour le « Oui » fut lancée. Des dizaines de réunions publiques furent organisées. Le résultat fut sans appel : 62 % pour l'abrogation, 35 % pour le maintien. La coalition gouvernementale subit ainsi une importante défaite qui annonce les résultats probables des élections prévues pour octobre 2004.

Nouveaux sujets, nouvelles politiques

Les luttes victorieuses contre les privatisations dans quatre pays latino-américains, montrent comment se sont formés de nouveaux sujets sociaux sur la base des changements provoqués par deux décennies de néolibéralisme. Elles montrent aussi la fragilisation des États nationaux, et l'apparition de nouvelles formes de lutte et de relations différentes entre acteurs sociaux et politiques. À partir de l'année 2000, on note une claire recomposition du camp populaire après les défaites des années 1980 et 1990. Les changements les plus frappants sont liés à l'absence d'un acteur central comparable à ce que fut la classe ouvrière dans la période précédente. À la place, apparaît un conglomerat de protagonistes (secteurs marginaux, chômeurs, employés, techniciens) qui nouent des alliances de fait dans des situations concrètes. En somme, émergent de nouveaux sujets sociaux fort hétérogènes, bien qu'on puisse les considérer en termes généraux comme partie prenante de la classe travailleuse.

Cette hétérogénéité sociale se traduit par la formation d'alliances flexibles : le Congrès démocratique populaire au Paraguay, le Front civique d'Arequipa, la Coordination pour l'eau à Cochabamba, le Comité de défense d'ANCAP en Uruguay. Par-delà les différences nationales et locales, les partis politiques, à l'exception de l'Uruguay, n'ont pas joué un rôle central. Ils furent au contraire plutôt à la traîne de la lutte sociale. Les rapports entre forces sociales et politiques se modifient : le dynamisme mobilisateur est désormais du côté des premières, tandis que les secondes cherchent à recomposer les vieilles structures de la gauche (comme dans le cas bolivien), ou bien se tiennent en retrait de la scène.

D'autre part, les luttes contre les privatisations mettent en évidence la faiblesse croissante des États nationaux à affronter les défis sociaux et populaires. Lorsque ces secteurs sont capables de mobilisations importantes avec le soutien de la population, les gouvernements sont obligés de reculer. Sauf en Uruguay, où l'État maintient son hégémonie sur la société civile ; il en résulte une incapacité à résoudre les conflits sociaux sans recourir à la répression, y compris aux forces armées. Cet affaiblissement des États est la conséquence directe des politiques libérales et de l'anémie de la gauche traditionnelle sur la plupart du continent.

Enfin, les changements socioculturels s'expriment dans les formes de lutte, étroitement liées à la crise généralisée de représentation. Les barrages routiers et les explosions de type insurrectionnel s'imposent au détriment des grèves syndicales traditionnelles. Ces formes présentent des caractéristiques à souligner : elles traduisent l'émergence d'acteurs, où jouent un rôle de premier plan les habitants de quartiers, les paysans, les chômeurs, aux côtés des mouvements de femmes et de jeunes. Ces multitudes occupent l'espace public parce qu'elles rejettent la délégation représentative, s'auto-convoquent et donnent chair à cette forme-multitude qui conduit les luttes les plus importantes des dernières années sur le continent.

Traduit de l'espagnol par Daniel Bensaid

Dans les griffes de l'empire

Nalu Farias

Animatrice de la Marche mondiale des femmes en Amérique latine.

La longue marche des femmes latino-américaines

Dans les années 1980, le mouvement féministe en Amérique latine et dans la Caraïbe a

commencé à susciter un certain intérêt lié au développement des organisations de femmes dans les milieux populaires et de leur appropriation des thématiques féministes. Dès la fin des années 1980, ce mouvement émergeant a connu un processus d'institutionnalisation croissante, d'une part par le biais de la professionnalisation des Organisations non gouvernementales, de l'autre par la mise en place de structures gouvernementales. Le début des années 1990 fut marqué par les débats consécutifs à la chute du Mur de Berlin et un affaiblissement de la critique envers les politiques d'ajustement structurel dictées par l'impérialisme. La globalisation était perçue comme une donnée irréversible en soulignant ses effets positifs plutôt que négatifs pour la condition des femmes. Le discours dominant voulait alors que le mouvement des femmes soit porteur de « propositions positives », agisse en partenariat avec les gouvernements dans le cadre des politiques publiques sans remettre en cause les limites fixes par le modèle d'État réellement existant. Il s'agissait de viser le possible en renonçant à des changements structurels irréalistes. En même temps, les documents approuvés lors des conférences de l'Onu étaient présentés comme de grandes avancées, même si leurs formulations restaient générales et évitaient d'aborder les racines structurelles de l'inégalité. Il existe bien des différences entre l'évolution des mouvements en Amérique latine, en Afrique ou en Asie, mais il y a un trait commun : les conférences de l'Onu furent de grands espaces de convergence durant les années 1990. Mais, alors que le mouvement des femmes s'engageait dans l'expérimentation de politiques domestiques et dans l'incorporation des questions de genre à la lutte sociale, le marché, de son côté, s'employait à organiser la vie des femmes à tous les niveaux, y compris dans son aspect subjectif.

D'autre part, au cours des années 1990, ont commencé à surgir des groupes résolus à aborder les questions économiques. Dans un premier temps, il s'est agi d'un processus quasi invisible, ou en tout cas peu considéré, dans le mouvement féministe. C'est pourtant de ce processus qu'est né le débat sur la place du genre dans l'Alliance sociale continentale et que sont nés les pre-